PrÉsidence

de la Paris, le 29 juin 2016

République

NOTE

à Monsieur le Président de la République

----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : Quantification réactions post-Brexit***

L’Ifop a repris et quantifié les réactions spontanées des Français au Brexit.

1. Clairement, ce qui intéresse les gens **n’est pas le Royaume-Uni ni les modalités de départ, mais nous et le devenir de l’Europe**.

* Il n’y a **aucune référence à la procédure de départ** ou au calendrier à ce stade, malgré l’angle médiatique quasi-unique.
* Il n’y a **pas plus de recherches des responsabilités du côté Britannique** (Cameron a-t-il joué avec le feu, etc. ?)
* Les seuls commentaires concernant le Royaume-Uni (**12%** seulement des citations) sont pour noter, souvent sur un mode factuel, qu’il **était « *déjà à part* »** en Europe, membre sans y être vraiment, et avait des désaccords avec l’UE.

1. Les **inquiétudes économiques** (nouvelle crise financière, coût pour le contribuable, …) sont pour leur part réelles mais restent contenues : **17%** des citations y font référence.

S’y ajoutent des **inquiétudes pratiques (6%)**, essentiellement de personnes concernées, s’interrogeant sur les séjours, les visas, les échanges de travailleurs et d’étudiants etc.

1. **Le principal sentiment**, exprimé par **près d’un tiers des Français**, est celui **d’une Europe en danger** : l’idée que d’autres pays pourraient faire pareil, la crainte d’un « *château de cartes* » qui pourrait s’effondrer.

A noter cependant que dans les paroles spontanées des Français **cette crainte est très peu liée au populisme : 4% seulement** des citations y font référence. C’est bien **le manque de sens de l’UE elle-même** qui la met en dangeraux yeux des Français.

1. De même, les paroles sont **assez peu dirigées vers des « objets »** qui cristalliseraient les critiques :

* **Moins de 10%** des citations font références aux **enjeux économiques** – i.e. essentiellement une Europe qui provoque une « *hausse du coût de la vie* » ou une « *Europe de la finance* » dominée par l’argent. On ne trouve en revanche **quasi-aucune référence à « *l’austérité* »** ou plus généralement aux politiques économiques (ultra-libéralisme etc.).
* **La même proportion** cible **l’immigration**. A noter cependant que si la dénonciation explicite reste cantonnée, **l’idée apparaît de façon diffuse bien au-delà de ces 10% des citations**, comme le symptôme d’une Europe qui refuserait de comprendre ou d’accepter l’impact qu’elle a sur le mode de vie, le modèle social (l’idée du moins-disant et de la compétition dans l’accès aux aides liée à l’immigration est assez présente) ou les principes d’organisation de la société (façons différentes d’intégrer les nouveaux arrivants d’un pays à l’autre, …).

1. Elles le sont en revanche bien plus - **près de 20%** - autour de **l’idée de secouer le système, d’un vote qui paraît vouloir le forcer à bouger**.

On retrouve là énormément de citations décrivant (le plus souvent avec inquiétude) un système européen « *à bout de souffle* », qui ne fonctionne pas, dont l’idée était bonne mais qui paraît avoir été « *retourné en dépit du bon sens* », aujourd’hui dans la main de responsables « *déconnectés* », et s’accompagne du sentiment d’un « *coup de pied dans la fourmilière* » qui serait nécessaire et salutaire pour « *rebattre les cartes* » et « *repartir sur les vrais sujets* ».

1. En corollaire de ce dernier sentiment, **18% expriment une forme de volonté de reprendre en main, contrôler les décisions**.

Ce n’est pas la notion de démocratie qui ressort spontanément ici (elle est même remarquablement absente : le nombre d’occurrences du mot se compte sur les doigts d’une main) mais **celle de souveraineté**, du cadre dans lequel s’exercent les choix, **avec en même temps des** **interrogations sur la possibilité de « rester soi »** dans un ensemble plus grand et un contexte de mondialisation et de risques importants.

\*

1. A noter enfin que **remis dans l’ensemble des sujets, le Brexit n’est présent « que » dans 53% des citations spontanées des Français sur l’actualité politique, soit au même niveau que la loi travail et les manifestations** (52% encore cette semaine).

Tous les autres sujets ont disparu, même **Magnanville** qui est retombé extrêmement vite– il n’est plus présent que dans **4%** des citations -, preuve que l’attaque n’a pas été un « évènement majeur » pour les Français.

Adrien ABECASSIS